



REPUBLIQUE DU BENIN
YYYYYYYYYYYYYY
UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)
YYYYYYYYYYYYYY



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)
YYYYYYYYYYYYYY

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

OPTION : Economie

FILIERE : Economie Appliquée

THEME :

INEQUALITES DE REVENU ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Présenté par :

Abdel Assad ADAM

&

Francisquin L. A. AKOHA

Sous la direction

Tuteur de stage

Epiphane AHOGLE
Chef Service du Contrôle du
Portefeuille de l'Etat

Directeur de mémoire

Dr Honorat SATOQUINA
Maître-assistant à la FASEG

Année Académique : 2014-2015

AVERTISSEMENT

« La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs »

Dédicace

A

➤ **La famille ADAM**

Abdel Assad ADAM

Dédicace :

A

➤ **La famille AKOHA**

Francisquin Lebel A. AKOHA

REMERCIEMENT

La rédaction de ce mémoire de fin de formation n'aura pas été possible sans le soutien et l'apport de nombreuses personnes. Nous tenons à leurs témoigner ici notre reconnaissance pour tous les efforts qu'ils ont déployés tout au long de notre recherche.

- ❖ Pr Charlemagne IGUE, doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion ainsi qu'au corps administratif et professoral pour l'encadrement et la qualité de l'enseignement que nous avons reçus ;
- ❖ A notre maitre de mémoire, le Docteur Honorat SATOQUINA qui, malgré ses multiples occupations, a accepté nous encadrer. Il a su guider nos pas pour la réalisation de ce travail à travers ses conseils et suggestions.
- ❖ A monsieur Epiphane AHOGLE, chef service à la Direction Générale des Affaires Economiques(DGAE).
- ❖ A monsieur Malick, Directeur de la programmation et de la prospective au Ministère du Travail et de la Fonction Publique(MTFP).
- ❖ A Ella AMOUSSOUGA pour ses conseils.
- ❖ A mes amis AHAMADOU Samir, IKOUKOMON Chérif, ISSIFOU Issaka, LAFIA Ibrahim, SAMBIENI Benjamin, WOROU Sourakatou avec qui l'amitié a été instructive

RESUME

Ce mémoire a pour objectif général d'analyser l'impact des inégalités de revenu sur la croissance économique au Bénin. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé le modèle de DAYMON et GIMET (2007). Une analyse économétrique est faite sur le logiciel Eviews7 à partir de la relation entre les inégalités de revenus et la croissance économique suivant l'hypothèse de Kuznets. Selon cette hypothèse, les inégalités résultent du processus de croissance lui-même. Elles augmentent en début de croissance économique et finissent par se réduire lorsque le pays donné atteint un certain niveau de développement. L'application de ce modèle à l'économie Béninoise a abouti à la même conclusion. Le niveau du PIB observé en 2013, c'est-à-dire 3632 milliards de FCFA, permet de dire que le Bénin a atteint la phase où une augmentation du PIB réduit les inégalités. Cependant, puisque les inégalités sociales sont plus importantes que celles de revenu, toute politique en faveur de la croissance doit s'accompagner de mesures assurant un développement humain et accélérant le progrès vers l'atteinte des OMD.

SIGLES ET ACRONYMES :

CEA : Communauté Economique d'Afrique

DGAE : Direction Générale Des Affaires Economiques

DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

ECVR : Enquête sur les Conditions de Vie en Milieu Rural

EHII: Estimation of the Household Inequality and Inequity

ELEAM : Enquête Légère Auprès des Ménages

EMICoV : Enquête Modulaire d'Intégration sur les Condition de Vie

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

IDH : Indice de Développement Humain

IMF : Institut de Micro-Finance

INSAE : Institut National de la Statistique et des Affaires Economiques

MOAN : Moyen Orient Afrique du Nord

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PMI : Petite et Moyenne Industrie

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PVD : Pays en Voie de Développement

RMDH : Rapport Mondial sur le Développement Humain

SRP: Stratégie de Réduction de la Pauvreté

VAR: Vector Auto Regressif

VEC: Vector Error Correction

WBI: Word Bank Institute

WDI: Word Development Indicators

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHS**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau N°1 : tableau des résultats du test ADF à niveau et en différence première.....	20
Tableau N°2 : tableau du test de cointégration.....	21
Tableau N°3 : tableau des résultats de l'estimation et leur interprétation.....	22

LISTE DES GRAPHIQUES :

Graph. 1 : Répartition des dépenses par tête selon les Départements au Bénin	16
Graph 2 : Courbe de kuznets.....	16

SOMMAIRE:

DEDICACE :	ii
REMERCIEMENT	iv
RESUME.....	v
SIGLES ET ABREVIATION.....	vi
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHES :	vii
SOMMAIRE.....	viii
INTRODUCTION :	1
CHAPITREI : CADRE THEORIQUE.....	2
Section 1 : Problématique, Intérêt de l'étude, Objectif et Hypothèse	2
Section 2 : La revue empirique	4
CHAPITREII: Présentation de la structure de stage, Méthodologie, Analyses et résultats	10
Section 1 : La présentation de la structure de stage et Méthodologie de recherche	10
Section 2 : Analyses et résultats	17
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	25
REFERENCE BIBLIOGRAPHIE :	27
TABLE DES MATIERES :	43

INTRODUCTION:

La question des déterminants de la croissance occupe aujourd'hui une place centrale dans le débat économique. En se référant au passé, on peut penser que les problèmes de croissance endogène ont assez largement contribué à impulser le phénomène. Les travaux, tant théoriques qu'empiriques, se sont ainsi multipliés, occasionnant dans le même temps une expansion sans précédent des variables mises en relation avec le taux de croissance de long terme. Capital humain, dépense gouvernementale, recherche et développement content parmi les explications les plus fréquemment rencontrées. Plus récemment, une attention particulière a été portée à la distribution des revenus et richesse. Or les premières conclusions de ces travaux sont venu mètrent un terme à l'idée, jadis conventionnelle, suivant laquelle les inégalités étaient favorable à la croissance. Néanmoins, ces résultats ont rapidement faits places à la controverse.

Ainsi les auteurs comme Adelman et Robinson (1989) ont montrés que « l'inégalité est nécessaire à l'accumulation et qu'elle contient les germes de l'accroissement éventuel du revenu de chacun ». En revanche, Alesina et Rodrik (1994) et Persson et Tabellini (1994) ont démontré que l'inégalité est néfaste pour la croissance. Ils s'appuient sur le fait qu'une hausse d'inégalités provoque plus de conflits sur des questions de redistribution. Par ailleurs, faut-il bien souligner que les résultats des effets nets de l'inégalité sur la croissance sont loin d'être concluants. Ils diffèrent par rapport à l'échantillon des pays retenus et la période d'analyse et les autres variables explicatives des régressions. Aujourd'hui encore cette question reste pendante : quel est l'effet de l'inégalité sur la croissance économique à l'ère de la mondialisation ? Cette interrogation vient du fait que ces deux dernières décennies ont été marquées par de nombreux changements politico-économiques à l'échelle internationale dont l'émergence de la démocratie. Alors, il serait bien d'analyser si l'inégalité crée des conditions défavorables à la croissance au Bénin. L'objectif principal de notre étude est de mesurer l'effet de l'inégalité sur la croissance en utilisant l'approche de l'économie politique. Pour atteindre cet objectif, nous utilisons le même modèle que DAYMON ET GIMET (2007).

Le reste de cette étude se divise en deux chapitres. Le premier chapitre présente le cadre théorique de l'étude puis le chapitre 2 présent la structure d'accueille, la méthodologie de recherche, l'analyse et les résultats de l'estimation.

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE.**SECTION1:PROBLEMATIQUE, INTERET DE L'ETUDE, OBJECTIFS, HYPOTHESES****PARAGRAPHE1: PROBLEMATIQUE**

Dans de nombreux pays en développement, la question d'inégalité du revenu demeure toujours au cœur des préoccupations de développement économique. Le creusement généralisé des inégalités de revenu a conduit à s'inquiéter de leurs conséquences potentielles pour nos sociétés et nos économies. Toutefois, beaucoup d'études ont montrées que les inégalités affectent négativement la croissance économique dans les pays en développement et limitent ses effets en termes de réduction de la pauvreté dans les pays en développements.

Au Bénin, bien que les inégalités aient reculées de 7,4% entre 2002 et 2006, cette tendance à la baisse est loin d'être le signe d'une amélioration des disparités de revenus puisque l'indice de Gini a augmenté de 6,4% en milieu rural tandis que le milieu urbain reste, malgré la baisse observée. (INSAE EMICoV 2009).

En outre, la redistribution au Bénin est encore en faveur des riches. Ce constat pose alors le problème de l'efficacité de la politique de redistribution de revenu dans le cas de la lutte contre la pauvreté et suscite par la même occasion la nécessité de sa révision vue son impact particulier car ses conséquences se répercutent sur l'activité économique et le prix. L'une des raisons en est que les plus défavorisés se trouvent moins à même d'investir pour s'instruire. Cependant lutter contre les inégalités par l'impôt et les transferts ne nuit pas à la croissance pour autant que les mesures soient bien pensées et correctement mises en œuvre. A cet égard, les efforts de redistribution devraient privilégier les familles avec des enfants et les jeunes qui prennent des décisions déterminantes en matière d'investissement dans le capital humain et encourager le développement des compétences et la formation tout au long de la vie. La réduction des inégalités est donc un vecteur de croissance et par conséquent un mécanisme à explorer dans la lutte contre la pauvreté.

La question fondamentale qui se pose dans le cadre de cette étude est de savoir si l'inégalité de revenu impacte la croissance économique au Bénin.

De cette question fondamentale découlent deux questions spécifiques à savoir : Quel lien existe entre inégalité de revenu et la croissance économique ? Et quel est le seuil optimal à partir duquel l'inégalité est favorable à la croissance économique ?

PARAGRAPHE2: INTERET DE L'ETUDE, OBJECTIFS, HYPOTHESES

2.1. INTERET DE L'ETUDE :

En se situant au rang des pays émergents, le Bénin doit définir nécessairement une meilleure politique de redistribution qui vise à allouer les ressources provenant de la croissance économique aux ménages les plus pauvres de manière à réduire l'écart de revenu entre les riches et les pauvres ; Mais il se voudrait également de définir une meilleure politique à l'endroit des jeunes et des familles ayant plusieurs enfants de manière à leur donner la possibilité de s'offrir une formation de qualité et ainsi de participer à la création de la richesse tant sur le plan individuel que national

2.2. OBJECTIFS

L'objectif général de cette étude est de montrer comment les inégalités de revenus impactent la croissance économique.

De manière spécifique il s'agira:

- D' analyser le lien entre inégalités de revenu et croissance économique;
- D'identifier un seuil optimal d'inégalités favorable à la croissance.

2.3. HYPOTHESES

Pour atteindre ces objectifs, les hypothèses de recherche suivantes sont formulées:

- L'inégalité du revenu impact négativement la croissance économique.
- Il existe un seuil optimal d'inégalités favorable à la croissance.

SECTION2 : REVUE DE LITTERATURE

De façon générale, les économistes ont toujours accordé une attention particulière aux problèmes que posent les inégalités de revenu sur la croissance économique et ses répercussions sur le plan économique et social. Les ménages qui constituent les ressources humaines et très indispensables dans le processus de production et de consommation se trouvent ainsi discriminés sur le facteur revenu.

Le problème des inégalités de revenu est qu'il altère ou détruit cette symétrie qui est de booster la croissance économique. Du fait de ce faible revenu, les ménages n'arrivent pas à étendre leur fonction de consommation à moyen et long terme. Il faut donc donner à la politique économique la possibilité d'octroyer des revenus supplémentaires aux ménages pauvres afin d'accroître leur pouvoir d'achat. Pour le faire, la connaissance des causes des inégalités de revenu revêt d'une importance capitale.

Dans la littérature économique, plusieurs théories existent. Certaines se concurrençant et d'autres se complétant. Nous allons exposer dans un premier temps, les plus pertinents et ensuite les travaux empiriques.

A-REVUE THEORIQUE :

Selon Pierre-Noel Giraud (2001), le lien complexe entre inégalité et croissance dans le Tiers Monde suscite un nombre croissant de travaux théoriques et empiriques. Pour beaucoup d'entre eux, une trop forte inégalité interne est susceptible d'entraver la croissance. Les mécanismes envisagés sont divers. Ils relèvent soit de l'économie politique : dans un système démocratique, une forte inégalité peut conduire à des transferts publics élevés qui réduiraient l'efficacité économique ; soit des imperfections des marchés du capital et de l'assurance : une forte inégalité empêche les plus pauvres d'avoir accès au crédit et à l'assurance et de déployer leur potentiel productif, tandis qu'elle désincite les plus riches à le faire ; soit de l'économie du crime et de la corruption, qui analyse leurs liens avec l'inégalité et leur coût social. Il n'existe cependant pas, pour le moment, de vérification statistique incontestable de ce lien entre croissance et inégalités. Cependant des indices et les modèles théoriques incitent désormais à s'interroger sur l'objectif officiel actuel de la Banque Mondiale et de la plupart des agences de développement : réduire la pauvreté absolue. Est ce suffisant, même d'un strict point de vue économique ?

Pour lui, dans le débat sur les inégalités, certains chiffres, il est vrai très impressionnants, sont volontiers lancés comme des cris d'alarme. Citons en quelques uns, tirés de la conclusion de l'article de Milanovic : « Les 1% les plus riches ont un revenu égal à celui des 57 % les plus pauvres. En d'autres termes, moins de 50 millions de riches reçoivent autant que 2,7 milliards de pauvres » « Le rapport entre les revenus moyens des 5% les plus riches et des 5% les plus pauvres a cru de 78 à 114 entre 1988 et 1993 ». Il s'agit de chiffres concernant l'inégalité mondiale. On a compris qu'ils reflètent des évolutions des inégalités internationales et internes en vérité assez complexes et différenciées. Or sur ces dernières, il est possible d'agir, si l'on pense que la croissance de certaines inégalités pose problème, non seulement sur le plan éthique, mais même au plan économique. Beaucoup commencent à en être convaincu, au lieu de considérer, selon un critère de justice inspiré de Rawls, que le seul objectif devrait être d'améliorer le sort des plus pauvres, donc de combattre la pauvreté absolue.

En tout état de cause, le thème des inégalités est désormais bien placé dans l'agenda de la recherche économique, après avoir émergé dans le débat public. On permettra pour conclure à quelqu'un qui écrivait dès 1996 : « L'inégalité, ou pourquoi y a-t-il des riches et des pauvres ? Telle est en vérité la question essentielle de l'économie », de s'en féliciter. (Source ; Inégalité : Faits et débats de Pierre-Noel Giraud Septembre 2001)

Nombreux sont des économistes qui ont pensé que le PIB était la meilleure mesure globale du bien-être économique d'une société. Le PIB mesure à la fois le revenu total de l'économie et la dépense totale en biens et services. Le PIB par tête indique donc le revenu et la dépense de l'individu moyen. Cet indicateur semble donc être une bonne mesure du bien-être économique.

Néanmoins, tout le monde n'est pas d'accord sur ce point car en 1968, le sénateur Robert KENNEDY s'exprimait ainsi : « le PIB ne reflète pas la santé de nos enfants, la qualité de leur éducation ou le plaisir de leurs jeux... ». Ces propos de KENNEDY ont reçus l'agrément de nombreux économistes dont MANKIW. Selon MANKIW, N. (2002) : « Kennedy a raison. Certes le PIB n'est pas certainement une mesure parfaite du bien-être. Des choses essentielles ne sont pas prises en compte dans le PIB. Mais les pays à PIB élevé ont les moyens d'assurer des prestations médicales de qualité pour les enfants, sont dotés de systèmes éducatifs de meilleure qualité ». Le PIB mesure donc notre capacité à produire ce qui rend la vie agréable. Un PIB important devrait ainsi permettre de vivre mieux. D'autres économistes tels que Amartya Sen (1994), en accordant un rôle essentiel au PIB, estiment que le développement

humain explique mieux le bien-être économique que la croissance économique. En 1994, J.G. Speth, Administrateur du PNUD disait : « Le développement humain est un développement qui n'engendre pas seulement la croissance, mais qui distribue de façon équitable ses bénéfices ; qui renouvelle l'environnement plutôt qu'il ne le détruit ; qui responsabilise les gens plutôt qu'il ne les exclut ». Il ressort donc de cette citation un volet important du lien entre développement humain et croissance économique ; celui du rôle de la répartition des fruits de la croissance économique. Les échecs de certains pays en matière de développement humain se sont traduits par la croissance des inégalités entre les riches et les pauvres, entre les zones rurales et urbaines, etc.

Pour ce fait, les efforts pour la réduction de la pauvreté doivent aller de paire avec la réduction des inégalités et une croissance économique forte répondant aux conditions de développement humain. En d'autres termes, il s'agit d'une croissance pro-pauvre, qui tient compte de l'aspect humain dans toutes ses dimensions (économique, sociale, éthique, etc.). Elle devrait permettre de réduire les déséquilibres dans l'espace (intra générationnel et en particulier entre les zones urbaines et rurales) et dans le temps (intergénérationnel).

La première thèse, développée par Kuznets (1955), indique que la relation entre le PIB/tête et l'inégalité est sous forme d'un U-inversé. Kuznets partait de l'idée qu'il existe un seul type de relation entre les inégalités de revenus et la croissance du PIB.

Les courants de pensée traditionnelle sur la dynamique du développement considèrent également que toute croissance économique peut provoquer un effet d'accroissement du revenu (réduction de la pauvreté) et un effet de distribution des revenus (augmentation ou réduction des inégalités). Dubois (1997) explique que l'augmentation des inégalités apparaît avec la croissance. Le passage d'une situation à l'autre implique dans un premier temps une hausse des inégalités et une baisse de celles-ci ensuite. On observe également que la croissance économique n'agit pas de la même façon sur les inégalités en raison de différences du niveau de revenu. Dans les pays pauvres, la croissance accroît les inégalités alors qu'elle les réduit dans les pays à revenu élevé.

B-REVUE EMPIRIQUE

Au Benin, bien que la plupart des études sur les conditions de vie se soient focalisées sur l'analyse de la pauvreté, quelques travaux ont spécifiquement abordé la question de l'inégalité :

Ainsi **Adegbidi et al (1999)** ont étudié le profil de l'inégalité en milieu urbain selon les statistiques caractéristiques sociodémographiques des ménages. Ils montrent, à partir des indices de Gini et d'Atkinson que l'inégalité est plus prononcée dans la ville de Cotonou, au niveau des salariés et dans les ménages de trois à quatre personnes. Aussi, Vodounou et al (2006) ont également obtenu des résultats similaires grâce à une décomposition par sous-groupe de la population de l'indice de Gini selon la méthode de Shorrocks (1999). Leur étude, réalisée à partir des données des ELAM et des ECVR réalisées en 1994 et en 1999, confirme l'accentuation de l'inégalité en milieu urbain d'environ 15,24% et sa baisse en milieu rural de 3,16%. Elle montre en outre que, quelle que soit la zone de résidence, la variation de l'inégalité est essentiellement due à l'inégalité intra-groupe. L'analyse de la contribution des différentes composantes des dépenses de consommation à l'inégalité montre qu'en milieu rural, ce sont les dépenses alimentaires qui contribuent le plus à l'inégalité alors qu'en milieu urbain, ce sont plutôt les dépenses non-alimentaires. Lorsqu'on considère les groupes de ménages selon la catégorie socioprofessionnelle, on s'aperçoit qu'en milieu rural, ce sont les ménages dirigés par les exploitants agricoles qui affichent la contribution relative à l'inégalité intra-groupe la plus importante, avec une évolution à la hausse entre 1995 et 2000. (EMICoV 2009).

Par contre **Deininger et Squire (1998)** rejettent l'hypothèse de Kuznets. Ils confirment que le processus du développement d'un pays ne se limite pas au seul taux de croissance, mais à la nature même de la croissance (égalitaire ou inégalitaire). En outre, selon Kaldor (1956) et Okun (1975), c'est la répartition des revenus en faveur des plus riches qui affecte l'accumulation du capital et donc la croissance économique. Les inégalités seraient donc favorables à la croissance, alors toute politique tendant à réduire les inégalités afin de réduire la pauvreté est remise en cause.

Toutefois, s'intéresser au lien entre la croissance et les inégalités implique d'analyser les impacts de la distribution du revenu sur la croissance économique (Source : mémoire professionnelle de DEMBELE Aliou Dioncounda sur réduction des inégalités et croissance économique en Côte d'Ivoire).

A travers l'approche croissance économique et inégalités de revenu, DAYMON et GIMET de CEFI, Université de la Méditerranée ont publié dans un article de Région et Développement n° 25-2007, qu'une évaluation de la position de certains pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) par rapport aux différentes théories sur la relation entre croissance, inégalité et équité, afin de déterminer les principales sources de réduction de la pauvreté. A cet effet, l'hypothèse de Kuznets et la théorie de la « pro-poor-growth » sont testées à travers une étude en données de panel sur la période 1980-2003. Selon l'hypothèse de Kuznets (1955), dans les pays émergents, un niveau élevé d'inégalités résulte du processus de croissance lui-même, il n'est donc pas nécessaire d'adopter des politiques de réductions des inégalités puisqu'elles se réduisent d'elles mêmes lorsque le pays atteint un certain niveau de développement. Ainsi définie, la relation entre inégalité et revenu moyen forme une courbe en U inversé. Les auteurs analysent comment se positionnent les pays de la région MOAN par rapport à la théorie de Kuznets afin de déterminer si la croissance est une condition suffisante à la réduction des inégalités. Même si la tendance actuelle rejette les hypothèses sous-jacentes à cette théorie, comme le souligne Barthélemy (1995), tout test de celle-ci doit reposer sur ces bases, aussi critiquables soient-elles. Cette étude n'entend donc pas cautionner cette vision déterministe du développement, mais essaie simplement d'analyser la relation entre inégalité et croissance dans les pays du MOAN à travers cette hypothèse. Pour ce faire, les auteurs ont effectué une régression simple à partir du coefficient de Gini tel que défini dans la base de données EHII (Estimation of the House hold Inequality and Inequity) et le produit intérieur brut par habitant (WDI, 2005). Afin d'explicitier l'hypothèse de Kuznets, la relation entre revenu et inégalité est modélisée par une fonction polynomiale de second degré du type : $i = a + bY + cY^2$. Le point de retournement est obtenu pour $Y^* = b/2c$. La variable i correspond à l'indice d'inégalité et Y au PIB par habitant. Deux options se présentent alors :

- si $c < 0$, la courbe formera une courbe en U inversé conformément à la prédiction néolibérale;
- en revanche, si $c > 0$, la courbe aura une forme en U (Angeles-Castro, 2006). Or, le coefficient de Y^2 est négatif.

Grâce au logiciel Stata, ils ont effectué une régression simple sans introduire d'effets fixes appliquée aux pays de la région MOAN sélectionnés. La méthode à effets fixes implique la prise en compte d'une constante différente pour chaque pays, ce qui ne nous aurait pas permis de tracer la courbe de Kuznets. Cette méthode a tout de même été testée, fournissant un signe

positif et significatif. Une analyse rapide du graphique obtenu leur a permis de conclure qu'à l'exception du Koweït, l'ensemble des pays étudiés se situent dans la partie de la courbe où $b-2cY > 0$, c'est-à-dire où l'inégalité augmente quand le produit par tête augmente. En outre, cette régression tend à montrer que les pays étudiés sont encore trop éloignés du point de retournement pour attendre du seul effet de la croissance qu'il réduise de manière significative les inégalités. Ce constat implique qu'au cours de leur processus de développement, les pays de la région MOAN atteindront des niveaux d'inégalité encore plus élevés, permettant aux détenteurs de capitaux de dégager des profits, qui par un processus "d'écoulement", bénéficieront à long terme aux plus pauvres. Mais comme il n'est pas acceptable d'attendre qu'un tel processus se mette en place, il faut voir dans quelle mesure la croissance peut bénéficier plus directement aux pauvres. Il s'agit alors d'étudier la position de ces pays par rapport à une théorie alternative, celle de la croissance en faveur des pauvres (pro-poor growth). Selon cette approche, la réduction de la pauvreté ne se fait plus de manière indirecte, mais devrait placer les pauvres au cœur du processus de croissance.

CHAPITRE II: PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE ANALYSES ET RESULTATS.**SECTION 1: PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE****PARAGRAPHE 1: PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEILLE ET DEROULEMEN DU STAGE****A-HISTORIQUE**

Conformément aux dispositions d l'article 56 du décret n°2005/110 de Mars 2005 portant attributions; Organisation et fonctionnement du ministère des finances et l'économie ; la Direction Générale de l'Economie (DGE), l'actuel Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie et des finances cohabite dans le même immeuble que la Direction Générale des Impôts et des Domaines.

B- Mission et Attribution de la DGAE/MEF

La Direction Générale des Affaires Economiques est l'une des directions générales du Ministère de l'Economie et des Finances(MEF), comme toute administration elle est au service des usagers, elle est une personne physiques.

D'après l'article 1, conformément a la dispositions, de l'article n°74 du Décret n°2008-111 du 12 mars 2008, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances, la Direction Générale des Affaires Economiques est chargée :

- de proposer des mesures de politique économique et financière à court termes au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macroéconomiques et monétaires et de suivre leur mise en œuvre ;
- d'élaborer des rapports périodiques sur la conjoncture économique ainsi que des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations et organismes d'assurances, de proposer des mesures en vue de la promotion du marché national d'assurance et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance ;

- de proposer et de suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du gouvernement ;
- de suivre la gestion et d'assurer le contrôle du portefeuille de l'Etat (entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées).

Compte tenu des lourdes tâches qui lui sont assignées, la Direction Générale des Affaires Economiques comprend six(6) directions avec chacune un domaine bien défini, un secrétariat permanent et une cellule que sont respectivement :

- la Direction de la prévision et de la conjoncture(DPC) ;
- la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat(DGCPE) ;
- la Direction de l'Intégration Régionale(DIR) ;
- la Direction des Assurances(DA) ;
- la Direction de la promotion Economique(DPE) ;
- la Direction de la Gestion des Ressources(DGR) ;
- le Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Economique et du Comité National de Coordination (CNPE/CNC) ;
- la Cellule de Veille Economique et Financière(CVEF) ;

Les deux dernières citées sont chargées respectivement l'une :

- de collecter, de centraliser et de mettre en cohérence les données statistiques devant servir dans le cadre de la surveillance multilatérale ;
- d'assurer l'élaboration des rapports périodiques de la surveillance multilatérale ;
- d'assurer l'élaboration des programmes ;
- de préparer les réunions des comités nationaux et de leurs organes et l'autre ;
- d'analyser les politiques économiques, budgétaires et financières qui sont menées dans les pays de la sous-région ;
- d'examiner l'évolution de l'environnement national, régional et international ;

- de mettre en exergue les menaces stratégiques pour le Bénin ;
- de procéder aux études spécifiques permettant de proposer des mesures ou des actions propres à endiguer ces menaces ;
- d'identifier les opportunités qu'offre l'environnement et de proposer des mesures ou actions permettant de les saisir.

La Direction Générale des Affaires Economiques dispose par ailleurs d'un Assistance, d'un Secrétariat particulier chargé de la réception, de la saisie, de l'enregistrement et de d'expédition du courrier confidentiel ainsi que de toutes autres tâche qui lui sont confiées par le Directeur Général ; d'un Service Administratifs qui s'occupe de la gestion du courrier de l'ensemble des Direction composant la Direction Générale des Affaires Economiques et d'un Service Informatique(SI) chargé d'apporter en temps utile, l'assistance voulue par les agents et les services de la DGAE dans :

- le traitement informatique des données, la production des documents statistiques et l'exploitation des applications de la Direction Générale ;
- l'étude, la conception et la mise en place des systèmes informatiques de la Direction Général ;
- la maintenance du matériel informatique en bon état de fonctionnement.

Le service informatique travaille en étroite collaboration avec la Direction de l'Organisation et de l'Informatique(DOI) du Ministère de l'Economie et des Finances dans le cadre des études, de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques de la Direction Général. Quant à l'Assistant du Directeur Général, il exécute les tâches et effectue les missions que lui confie le Directeur Général. Il l'assiste en particulier lors de ses audiences et dans la rédaction de son courrier départ, de ses rapports et comptes rendus

C- PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL

Notre stage académique s'est déroulé au Ministère de l'Economie et des Finances précisément à la Direction de la gestion et du contrôle du portefeuille de l'Etat, une des six directions opérationnelles de la Direction Générale Affaires Economiques cette direction comprend :

- ✓ le service des Etudes et de la Réglementation (SER)
- ✓ le service de l'audit (SA)
- ✓ le service du contrôle de gestion(SCG)

La Direction de la gestion et du contrôle du portefeuille de l'Etat chargée entre autres :

- d'apprécier l'efficacité de la gestion des entreprises publiques et semi –publiques ou entités assimilées par rapport aux normes de gestion arrêtées à l'échelon national ou international.
- de formuler toutes propositions ou recommandation de nature à améliorer la gestion administrative ,financière et comptable des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
- de faire procéder par les Ministères de tutelle, aux redressements et correction découlant des missions d'audit ou du contrôle de gestion ;
- de suivre le fonctionnement régulier des organes de décision (Conseil d'Administration OU Comité de gestion),de contrôle ou d'inspection(Audit interne, commissariat aux comptes)et de gestion(Direction Générale, Comité de Direction)des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
- d'instituer en rapport avec les Ministère de tutelle des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat à une prise de participation ;
- de fournir toute assistance technique aux entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation et ce, pour le compte de l'Etat et du Gouvernement ;
- d'initier des missions d'audits fonctionnels (personnel, Trésorerie, cycles achats-fournisseurs et ventes- client, stocks, dotations et reprise d'amortissement ou de provision etc. ...) d'inspection inopinée dans les entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;

- de suivre la mise en œuvre des recommandations des audits antérieurs, celles des commissaires aux comptes et du conseil d'Administration des entités auditées, assistées et/ou contrôlées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
- de participer au sein de la commission Technique de Dénationalisation, à la préparation et à l'exécution du programme de privatisation ;
- d'examiner toutes autres questions en rapport avec la vie des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées ;
- de rendre compte périodiquement et par voie hiérarchique de ces activités au Ministre en charge des Finances.

D-DEROULEMENT DU STAGE

Notre stage s'est déroulé à la Direction de la Gestion et du contrôle du portefeuille de l'Etat situé au premier étage de l'immeuble DGAE-DGID.

Vu le nombre important de stagiaires nous avons été répartis en plusieurs groupes de passage sur toute la semaine selon la durée de notre stage.

Nous prenions part aux formations sur les thématiques liées à l'économie ainsi à qu'à la déontologie de l'administration.

PARAGRAPHE2 : CADRE METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE.**➤ Données utilisées:**

Les données utilisées concernent:

Les données de l'indice de Gini: il s'agit de l'indice qui mesure les inégalités. Il est extrait des résultats des travaux de l'INSAE sur la période 1984 à 2013.

Les données du PIB: Elles donnent une idée du progrès du pays sur la période de 1984 à 2013.

➤ COLLETTE DES DONNEES

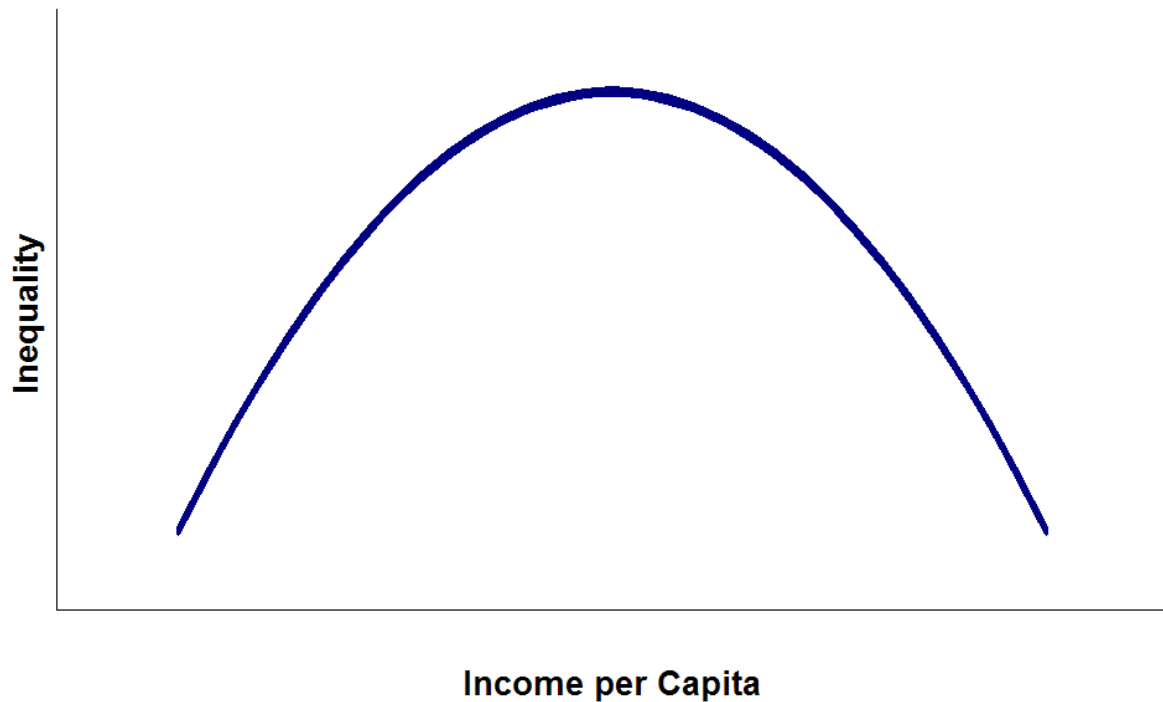
Elle est faite à travers la recherche documentaire :

Les informations ont été recueillies dans divers centres de documentation et sur internet. Ces différents centres de documentation ainsi que la nature des documents et les types d'informations recueillies nous ont permis de faire le travail.

➤ ANALYSE DESCRIPTIVE

Les données utilisées ont été traitées et saisies dans le logiciel Eviews. Ces données ont permis de faire des tests économétriques afin de valider les résultats de notre étude. Aussi, le logiciel Microsoft Excel a été utilisé pour la réalisation des graphiques relative à la répartition des dépenses par tête selon les départements au Bénin, à la courbe de Kuznets appliquée au pays de MOAN et à la réponse de l'indice de Gini suite à un choc sur le PIB.

Graphique n° 2: Courbe de Kuznets

**Commentaire :**

La relation entre les inégalités de revenus et la croissance économique suivant la courbe de Kuznets. Selon cette courbe, les inégalités résultent du processus de croissance lui-même. Elles augmentent en début de croissance économique et finissent par se réduire lorsque le pays donné atteint un certain niveau de développement.

SECTION2 : ANALYSE ET RESULTATS

PARAGRAPHE1: ANALYSE

A-PRESENTATION DU MODELE

Le modèle de notre étude est celui de DAYMON et GIMET utilisé par DEMBELE Aliou Dioncounda en 2010 en Cote D'ivoire.

La période notre étude s'étend de 1984 en 2013. Le modèle se présente sous la forme d'une fonction polynomiale de second degré du type : $i = a + bY + cY^2$. La variable i correspond à l'indice d'inégalité de Gini et la variable Y au PIB par habitant. Il s'agit d'une fonction parabolique reposant sur l'hypothèse de Kuznets. Cette hypothèse établit une relation non linéaire entre inégalité et revenu moyen sous forme d'une courbe en U inversé.

Le modèle ainsi ré-spécifié est :

$$IGC = a + bPIB + cPIB_2 + t$$

La variable expliquée ou endogène:

- IGC : Indice de Gini. Il mesure le niveau d'inégalité dans la répartition des ressources.

Les variables explicatives ou exogènes :

- PIB : PIB Réel. Il mesure la richesse de la nation au cours d'une année ;
- PIB_2 : Il mesure le PIB élevé au carré.

Les paramètres du modèle :

a : La constante du modèle ;

b et c : Les coefficients des variables exogènes ;

t : Les perturbations aléatoires.

Les objectifs consistent à modéliser la relation entre croissance économique et inégalités de revenu et à analyser le processus de transmission de la croissance à la réduction de la pauvreté afin de répondre à la question :

Les inégalités pourraient-elles agir de façon à ralentir ou accélérer la croissance économique?

Selon l'hypothèse de Kuznets, dans les pays émergents, un niveau élevé d'inégalités résulte du processus de croissance lui-même. Il n'est donc pas nécessaire d'asseoir des politiques de réductions des inégalités puisqu'elles se réduisent d'elles même lorsque le pays atteint un certain niveau de développement.

Bien que la prise en compte de plusieurs dimensions soit souhaitable pour l'appréhension des dynamiques sociales, la présente investigation aborde la nature de la relation entre la croissance économique et les inégalités de revenus en adoptant une approche monétaire. Pour déterminer les différentes classes, une approche développée par Arrar (2008) et fondée sur le seuil de pauvreté à partir du revenu monétaire a été utilisée. Cette approche a permis de répartir la population en trois classes ; la classe des pauvres (ceux disposant d'un revenu en dessous du seuil de pauvreté), la classe moyenne (composée de ceux ayant un revenu compris entre le seuil de pauvreté et un seuil inférieur défini pour la classe des riches) et enfin, la classe des riches (ceux disposant d'un niveau de vie très élevé).

La méthodologie de recherche va consister en une régression d'une fonction polynomiale de second degré reposant sur l'hypothèse de la relation « U » inverse de Kuznets liant les inégalités au PIB\ habitant. L'estimation du modèle est faite à l'aide du logiciel Eviews.

B-L'APPROCHE METHODOLOGIQUE

Les théories économiques sont des énoncés logiques. Ces énoncés reposent sur des hypothèses plus ou moins réalistes et mènent à des conclusions dont la portée est positive et souvent normative. Compte tenu de leur influence sur la décision en matière de politique économique, les énoncés théoriques doivent être confrontés aux faits observés. C'est à l'économétrie qu'il revient de procéder à cette mise à l'épreuve des théories économiques, par l'application de méthodes statistiques aux observations des phénomènes donnés. Les hypothèses détaillées ci-dessous ne sont pas nécessairement vérifiées.

L'estimation se fera sur le logiciel économétrique EVIEWS. Mais auparavant, il convient de tester la stationnarité des variables. Si les variables ne sont pas stationnaires, les hypothèses sur les erreurs ne sont pas vérifiées. Les tests les plus usités pour vérifier la stationnarité sont le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF), le test de Phillips-Perron (PP) et le test de Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (KPSS). Dans le cadre de notre étude, c'est le test de Dickey-Fuller Augmenté qui sera utilisé. Si une variable n'est pas stationnaire et si elle est de type DS (Difference Stationary), pour la rendre stationnaire, il faut la différencier. Une variable est de type DS si l'effet d'un choc sur cette variable est de court terme. Les variables économiques sont en général de type DS. Si elle n'est toujours pas stationnaire en différence 1ère, on passe en différence 2nd. Mais en général, les variables économiques sont stationnaires en différence 1ère. La différentielle qui se révélera être stationnaire sera retenue dans le modèle à la place de la variable correspondante. On aura ainsi éliminé la tendance.

Par contre, si la variable n'est pas stationnaire et si elle est de type TS (Trend Stationary)- l'effet d'un choc sur cette variable est de long terme, pour la rendre stationnaire, on fait une régression sur la tendance. On obtient une valeur estimée de la variable, à partir des valeurs estimées de la constante et du coefficient. On retient dans le modèle la nouvelle variable qui correspond à la différence entre l'ancienne variable et son estimation. Si toutes les variables sont stationnaires, on utilise la méthode VAR pour faire l'estimation. Ensuite, il faut procéder aux tests diagnostic sur les hypothèses (tests de normalité, d'homoscédasticité, d'autocorrélation des perturbations et de significativité des coefficients), aux tests de causalité, à la prévision et enfin à l'analyse impulsionnelle. Par contre, si toutes les variables ne sont pas stationnaires à niveau mais intégrées de même ordre, on peut soupçonner l'existence d'éventuelle relation de cointégration entre ces variables d'où le test de cointégration. Une condition nécessaire de cointégration est que des variables soient intégrées du même ordre. Si le nombre de variables intégrées de même ordre est de deux, le test de Granger est recommandé. Au delà, c'est le test multi varié de Johansen. Si le test confirme la présence de relation de cointégration, à partir du critère de la valeur propre maximale et de la trace, il faut estimer un modèle à correction d'erreur et passer ensuite aux tests sur les hypothèses.

PARAGRAPHE 2 : ESTIMATION DU MODELE ET RESULTATS**A-ESTIMATION DU MODELE**

La méthode d'estimation retenue dépendra de la stationnarité des variables du modèle.

1-LA STATIONNARITE DES VARIABLES

Le test de stationnarité retenu est le test Augmenté de Dickey-Fuller (ADF). Les hypothèses du test sont les suivantes :

H0 : LA VARIABLE EST NON STATIONNAIRE ;

H1 : LA VARIABLE EST STATIONNAIRE.

A l'issue du test, toutes les variables sont stationnaires en différence première (Annexe 1,2 et 3). Le tableau suivant récapitule les résultats.

Tableau1 : Test de stationnarité des variables.

Variables	A niveau		Conclusion	En différence première		Conclusion
	Valeur calculé	Valeur critique (5%)		Valeur calculé	Valeur critique (5%)	
IGC	-0,81982	-3,580623	Non stationnaire modèle avec constante	-2.78170	-1.9533	Stationnaire modèle sans trend ni constante
PIB	-0,83317	-3,574244	Non stationnaire modèle avec trend et constante	-6.65160	-3.5806	Stationnaire modèle sans trend ni constante
PIB_2	1.703799	-3.574244	Non stationnaire modèle avec trend et constante	-4.88504	-3.5806	Stationnaire modèle sans trend ni constante

Source : Calcul des auteurs à partir du logiciel Eviews

La comparaison entre les valeurs calculées et les valeurs critiques permet de se prononcer sur l'hypothèse nulle de non-stationnarité des variables. Quand les valeurs calculées sont supérieures aux valeurs critiques, l'hypothèse nulle est acceptée. Par contre quand les valeurs calculées sont inférieures aux valeurs critiques, l'hypothèse nulle est rejetée. En conclusion, nous pouvons dire que toutes les variables sont stationnaires en différence première. Comme les variables IGC, PIB et PIB_2 sont intégrées du même ordre, il y a un risque de

cointégration. Il convient donc de tester l'existence d'éventuelles relations de cointégration. Puisqu'il y a plus de deux variables, le test multi-varié de Johansen est le mieux recommandé.

2-LE TEST DE COINTEGRATION DE JOHANSEN :

Le retard optimal obtenu pour le VAR est 2, donc le VEC 1 1 sera retenu pour le test de cointégration (Annexe 4 Tab.13). Le tableau suivant présente les résultats obtenus :

Tableau2 : Résultats du test de cointégration.

Hypothesized		Trace	0.05	
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob. **
None *	0.554939	39.77717	24.27596	0.0003
Atmost 1 *	0.408883	17.10997	12.32090	0.0073
Atmost 2	0.081791	2.389241	4.129906	0.1443

Source : Calcul des auteurs à partir du logiciel Eviews

En utilisant le modèle 2, le test de la Trace indique une seule relation de cointégration au seuil de 5%. En effet, le test rejette l'hypothèse d'au plus zéro relation de cointégration (Statistique de Trace : 39.77717 > 24.27596 : Valeur critique à 5%) et accepte l'hypothèse nulle d'au plus une relation de cointégration (Statistique de Trace : 2.389241 < 4.129906 : Valeur critique à 5%). En conclusion, les variables sont intégrées du même ordre et il y a une relation de cointégration. Il convient donc d'estimer un modèle à correction d'erreur.

B- LES RESULTATS DE L'ESTIMATION ET LEURS INTERPRETATIONS :

Les résultats de l'estimation et leur interprétation seront présentés suivant la relation de long terme et celle de court terme (Annexe 4 Tab.13).

- La relation de long terme :

$$IGC = a + bPIB + cPIB_2 + t$$

Tableau3 : résultats de l'estimation de long terme.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-98.06230	6.854785	-14.30567	0.0000
PIB	0.103985	0.006493	16.01593	0.0000
PIB_2	-1.82E-05	1.41E-06	-12.98437	0.0000
R-squared	0.964835			
Adjusted R-squared	0.962230			

Source : Calcul des auteurs à partir du logiciel Eviews7

L'équation du modèle de la relation de long terme devient :

$$IGC = -98.06230 + 0.103985 PIB - 1.82E-05 PIB_2$$

$$[-14.30567] \quad [16.01593] \quad [-12.98437]$$

Il ressort des résultats obtenus que le coefficient du PIB soit positif tandis que celui du PIB_2 est négatif. De plus ces deux coefficients sont tous statistiquement significatifs. Par conséquent, la courbe aura une forme en U inversé conformément à la prédiction de Kuznets. Les données de l'économie béninoise confirment donc que les inégalités augmentent en début de croissance du PIB et finissent par se réduire lorsque le PIB atteint un niveau élevé à long terme. Le point de retournement étant atteint lorsque $PIB = b/2c$, c'est-à-dire 2856,73 milliards de FCFA, on peut dire que le Bénin a atteint un niveau de PIB (3632 milliards de FCFA en 2013) tel que sa croissance diminue les inégalités. Ce constat implique qu'au cours de son processus de développement le Bénin atteindra un niveau d'inégalité encore plus faible qui bénéficiera aux plus pauvres. Il faut donc encourager toute politique tendant à accroître le PIB si on veut réduire les inégalités de revenu au Bénin.

La relation de court terme :

$$D(IGC) = bD(PIB) + cD(PIB_2) + dR(-1) + \varepsilon t$$

Tableau 4: Résultats de l'estimation de la relation de court terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB)	-0.003527	0.020942	-0.168399	0.8676
D(PIB_2)	3.51E-06	4.70E-06	0.747233	0.4619
R(-1)	-0.802666	0.134140	-5.983791	0.0000
R-squared	0.293372			
Adjusted R-squared	0.236842			

Source : Calcul des auteurs à partir du logiciel Eviews7

L'équation du modèle de la relation de court terme devient :

$$D(IGC) = - 0,003537 D(PIB) + 3,51E-06 D(PIB_2)$$

$$[-0.198399] \quad [0.747233]$$

A court terme, nous constatons que le coefficient du PIB est négatif tandis que celui du PIB_2 est positif, ce qui signifie que la courbe obtenue pourrait être une courbe en U simple. Mais le coefficient du PIB_2 n'est pas significatif, ce qui interdit toute interprétation. Ainsi, si nous considérons seulement le coefficient b, qui est significatif, on peut dire que le PIB a un impact négatif et significatif sur l'accroissement des inégalités, c'est-à-dire que les inégalités diminuent quand le PIB augmente. Par ailleurs, le coefficient associé à la force de rappel vers l'équilibre (-0.802666) est significatif et compris entre -1 et 0, ce qui signifie l'existence d'un mécanisme de correction d'erreur. Le modèle à correction d'erreur peut donc être validé. Globalement, les variables expliquent le modèle à 29,34%, c'est-à-dire que la variabilité de l'inégalité est expliquée à 29,34% par celle du PIB. Aussi, au moins un des coefficients est significatif, ce qui permet de dire que le modèle est globalement significatif.

C-LES TESTS SUR LES HYPOTHESES :

Les présents tests portent sur l'autocorrélation des résidus, la normalité des résidus et l'hétéroscédasticité des résidus. Les résultats des différents tests sont en annexe.

- Le test d'autocorrélation des résidus :

Le test LM et le test de Portmanteau confirme l'absence d'autocorrélation des erreurs. En effet aucune probabilité n'est significative au seuil de 5% (Annexe 5 Tab.15 & 16).

- Le test de normalité des résidus :

La statistique de Jarquebera confirme la normalité des erreurs. En effet, au seuil de 5%, la probabilité du modèle global n'est pas significative. Les erreurs suivent donc une loi normale (Annexe 6 Tab.17).

- Le test d'hétéroscedasticité des résidus :

La probabilité de la statistique de chi-2 n'est pas significative au seuil de 5%, le test de white confirme donc l'absence d'hétéroscedasticité des erreurs (Annexe 7 Tab.18).

VALIDATION DES HYPOTHESES.

La première hypothèse est : Analyser le lien entre inégalités de revenu et croissance économique.

De l'analyse des tableaux, et en se référant aux travaux empiriques, on constate que les inégalités augmente en début de croissance économique et finissent par se réduire lorsque le pays atteint un certain niveau de développement. On affirme alors qu'il existe un lien entre inégalités de revenu et croissance économique.

La deuxième hypothèse est : Identifier un seuil optimal d'inégalité favorable à la croissance.

De l'analyse des résultats consignés dans le tableau4 et de l'hypothèse précédente, on peut dire qu'il existe un seuil optimal d'inégalité favorable à la croissance et ce seuil est] 0 ; 18,48]. Au delà de cette valeur (18,48) l'inégalité ne favorise plus la croissance économique.

D'où la seconde hypothèse est vérifiée.

Conclusion et recommandations : Une des préoccupations majeures de cette étude est de mettre en évidence un lien entre inégalités et croissance afin de proposer des stratégies pour une meilleure répartition du revenu à toutes les couches sociales pour leur permettre de contribuer plus efficacement à la croissance économique de manière durable. L'atteinte de cet objectif passe par la régression d'un modèle reposant sur l'hypothèse de Kuznets établissant une relation entre les inégalités et le PIB sous forme d'un « U inversé ». Ladite hypothèse soutient que les inégalités résultent du processus de croissance lui-même. Elles augmentent en début de croissance économique et finissent par se réduire lorsque le pays donné atteint un certain niveau de développement. Cette étude s'est donc attelée à analyser suivant cette hypothèse les données de l'économie béninoise de 1984 à 2013, à partir du logiciel économétrique Eviews. Les résultats de cette étude confirment l'hypothèse de Kuznets pour l'économie béninoise. En effet, l'estimation du modèle à correction d'erreur, dans sa relation de long terme, aboutit à la conclusion que la relation entre les inégalités et la croissance, au Bénin forme une courbe en « U inversé », c'est-à-dire que les inégalités augmentent en début de croissance et se réduisent quand la croissance atteint un certain niveau. Le plus important c'est que le Bénin a déjà dépassé le point de retournement qui correspond au niveau de PIB à partir duquel les inégalités commencent à se réduire. En effet, le point de retournement est atteint à un niveau de PIB égal à 2856,73 milliards de FCFA, alors que le PIB observé en 2013 est de 3632 milliards de FCFA. Ainsi pour assurer un développement humain et accélérer le progrès vers l'atteinte des OMD. Le gouvernement doit arriver à décomposer l'Indicateur de Développement Humain par groupes ethniques, linguistiques ou religieux pour faire la lumière sur l'exclusion dans le domaine de la santé, de l'instruction et des revenus. Certes les dirigeants sont peu disposés à rassembler et à diffuser ce type d'information, mais lorsque les données sont disponibles, cela est déjà un premier pas important pour la prise de décision et ne doit pas être perçue comme une révélation accablante. La transmission de la croissance à la réduction de la pauvreté devrait donc s'inscrire dans la durabilité sociale en tant que composante essentielle du développement humain, qui vise à mieux transmettre le capital humain et le capital social aux générations futures afin de mieux préserver la dignité humaine. Plus précisément, la Côte d'Ivoire doit mettre en œuvre des politiques de croissance visant à :

- Rendre l'éducation primaire gratuite et obligatoire et étendre la couverture sanitaire;

- Instaurer un programme de nutrition mère/enfants et renforcer les cantines scolaires ;
- Etendre le réseau d'adduction d'eau potable et de fourniture d'électricité ;
- Prioriser les grands travaux publics à forte intensité de main d'œuvre et renforcer la formation professionnelle et l'apprentissage;
- Accélérer la mise en place du régime l'assurance maladie universelle et renforcer la sécurité sociale;
- Développer le système de micro finance au profit des couches défavorisées ;
- Renforcer la bonne gouvernance.
- Mettre en place une stratégie de développement de l'agro-industrie.
- Promouvoir les PME/PMI

Les actions prioritaires à mener dans ce cadre consistent a :

-Favoriser l'accès des PME/PMI au crédit ;

-Favoriser la fourniture de services non financiers aux PME/PMI afin d'accroître leur compétitivité.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- ✓ ADEGBIDI, A. et al (1999), « Profil de l'inégalité en milieu urbain au Bénin », MIMAP Bénin.
- ✓ David Dollar and Aart Kraay, 2001a, "Growth Is Good for the Poor," World Bank Policy Research Department Working Paper No. 2587 (Washington)
- ✓ Pierre-Noël Giraud, 2002 « Inégalités : faits et débats »
- ✓ Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de vie des ménages 2ème édition (EMICoV 2011)
- ✓ Réduction des Inégalités de revenu et émergence d'une classe moyenne au Bénin, (EMICoV 2009)
- ✓ François Bourguignon, 2011 « Inégalité mondiale: un tournant historique? » PSE-Ecole d'économie de Paris : Collège de France
- ✓ Marco Pani et Mohamed El Harrak, 2010 « Répartition des dépenses et développement économique au Bénin »
- ✓ Les comptes de la nation 1999-2011 (INSAE)
- ✓ Rapport spécial 2010 d'évaluation de la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) au Bénin.
- ✓ DAYMON, C. et GIMET, C. (2007): « Les déterminants de l'inégalité et le rôle de l'équité dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord », *Région et Développement* n° 25. Deininger, Klaus. et Lyn Squire (1998): "New ways of looking at old issues: inequality and growth", *Journal of Development Economics*, Vol.57, PP.259-287.
- ✓ DEMBELE Aliou Dioncounda (2009): Réduction des inégalités et croissance économique.
- ✓ MANKIW, N.G. (2002): Principes de l'économie, Economica.

Programme des Nations Unies pour le Développement (2009) : Rapport Mondial sur le Développement Humain, New York, Oxford University Press.

- (2008) : Rapport Mondial sur le Développement Humain, New York, Oxford University Press.

- (2006) : Rapport Mondial sur le Développement Humain, New York, Oxford University Press.

- (2005) : Rapport Mondial sur le Développement Humain, New York, Oxford University Press.

- (2004) : Rapport Mondial sur le Développement Humain, New York, Oxford University Press.

ANNEXE

ANNEXE1 : TEST DE STATIONNARITE DE L'IGC

GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DE L'IGC DANS LE TEMPS

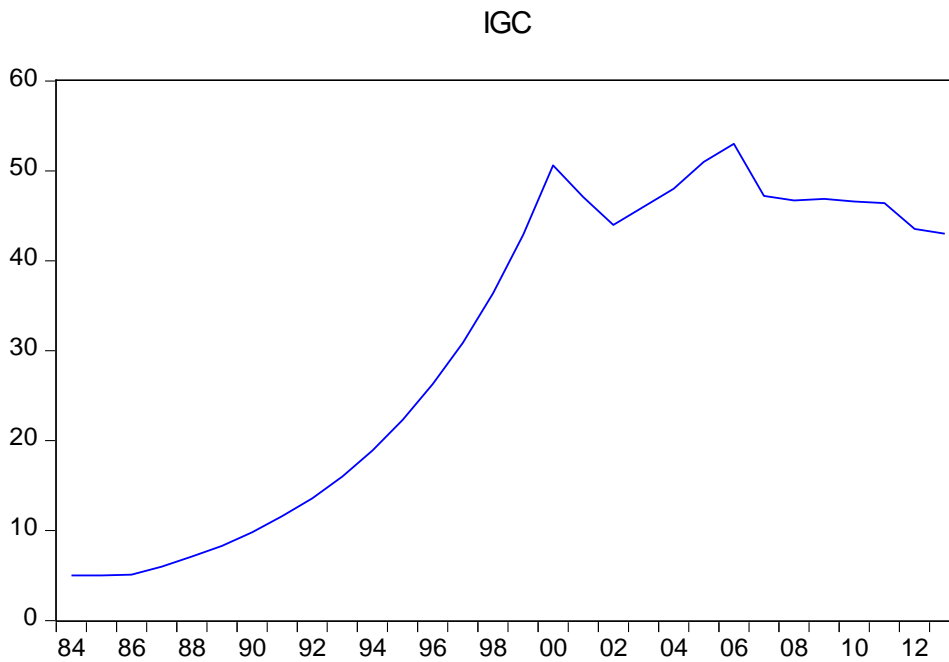


TABLEAU 5 : RECHERCHE DE RETARD OPTIMAL

Date: 04/18/15 Time: 09:10
 Sample: 1984 2013
 Included observations: 30

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
. *****	. *****	1	0.940	0.940	29.257	0.000
. *****	. * .	2	0.862	-0.188	54.732	0.000
. *****	. * .	3	0.772	-0.127	75.912	0.000
. *****	. * .	4	0.676	-0.081	92.763	0.000
. *****	. * .	5	0.574	-0.088	105.42	0.000
. ***	. * .	6	0.462	-0.149	113.94	0.000
. **	. * .	7	0.340	-0.144	118.77	0.000
. *	. * .	8	0.212	-0.125	120.73	0.000
. .	. .	9	0.090	-0.036	121.09	0.000
. .	. .	10	-0.024	-0.038	121.12	0.000
. * .	. .	11	-0.129	-0.055	121.96	0.000
. ** .	. .	12	-0.224	-0.037	124.65	0.000
. *** .	. .	13	-0.311	-0.052	130.11	0.000
*** .	. .	14	-0.386	-0.047	139.06	0.000
*** .	. * .	15	-0.433	0.110	151.08	0.000
*** .	. * .	16	-0.451	0.106	165.06	0.000

TABEAU6 : TEST DE STATIONNARITE A NIVEAU SUR LE MODELE2

Null Hypothesis: IGC has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.819827	0.9515
Test critical values:		
1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IGC)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 09:14
 Sample (adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IGC (-1)	-0.068409	0.083443	-0.819827	0.4204
D (IGC (-1))	0.465891	0.199889	2.330746	0.0285
C	1.957155	1.234586	1.585272	0.1260
@TREND(1984)	0.058201	0.185449	0.313840	0.7564
R-squared	0.278422	Meandependent var		1.357143
Adjusted R-squared	0.188225	S.D. dependent var		2.990766
S.E. of regression	2.694638	Akaike info criterion		4.951968
Sumsquaredresid	174.2657	Schwarz criterion		5.142283
Log likelihood	-65.32755	Hannan-Quinn criter.		5.010149
F-statistic	3.086810	Durbin-Watson stat		1.938234
Prob (F-statistic)	0.046271			

TABEAU7 : TEST DE STATIONNARITE EN DIFFERENCE PREMIERE SUR LE MODELE1

Null Hypothesis: D(IGC) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.781707	0.0072
Test critical values:		
1% level	-2.650145	
5% level	-1.953381	
10% level	-1.609798	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D (IGC, 2)

Method: Least Squares

Date: 04/16/15 Time: 09:20

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D (IGC (-1))	-0.445981	0.160326	-2.781707	0.0097
R-squared	0.222721	Meandependent var	-0.018929	
Adjusted R-squared	0.222721	S.D. dependent var	3.111713	
S.E. of regression	2.743393	Akaike info criterion	4.891329	
Sumsquaredresid	203.2075	Schwarz criterion	4.938908	
Log likelihood	-67.47860	Hannan-Quinn criter.	4.905874	
Durbin-Watson stat	1.942290			

ANNEXE2 : TEST DE STATIONNARITE DU PIB

GRAPHIQUE4 : EVOLUTION DU PIB DANS LE TEMPS

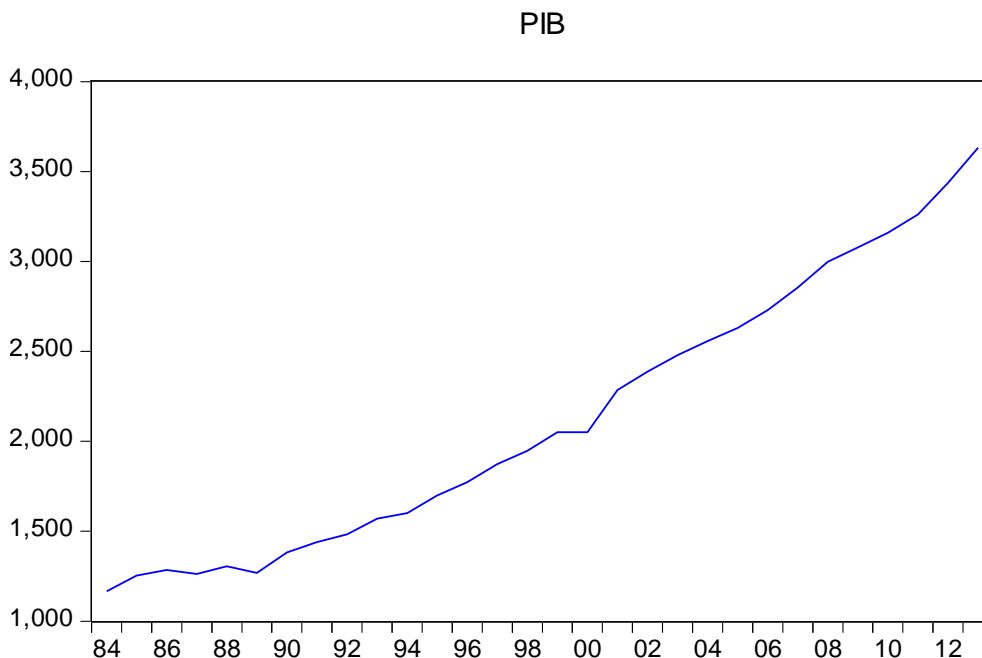


TABLEAU 8 : RECHERCHE DE RETARD OPTIMAL

Date: 04/18/15 Time: 09:23
 Sample: 1984 2013
 Included observations: 30

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
. *****	. *****	1	0.895	0.895	26.492	0.000
. *****	. .	2	0.799	-0.004	48.407	0.000
. *****	. .	3	0.710	-0.024	66.311	0.000
. *****	. * .	4	0.617	-0.066	80.345	0.000
. *****	. * .	5	0.522	-0.066	90.801	0.000
. ***	. * .	6	0.420	-0.101	97.849	0.000
. ** .	. .	7	0.326	-0.034	102.28	0.000
. ** .	. .	8	0.237	-0.044	104.73	0.000
. * .	. .	9	0.150	-0.055	105.77	0.000
. .	. .	10	0.067	-0.059	105.98	0.000
. .	. * .	11	-0.017	-0.076	105.99	0.000
. * .	. * .	12	-0.096	-0.068	106.49	0.000
. * .	. .	13	-0.170	-0.058	108.12	0.000
. ** .	. .	14	-0.222	0.022	111.09	0.000
. ** .	. * .	15	-0.276	-0.075	115.97	0.000
. ** .	. .	16	-0.320	-0.027	122.98	0.000

TEST DE STATIONNARITE A NIVEAU SUR LE MODELE3

Null Hypothesis: PIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.833170	0.9505
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 09:25
 Sample (adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB (-1)	-0.061829	0.074209	-0.833170	0.4123
C	77.41717	65.11223	1.188980	0.2452
@TREND(1984)	9.073633	6.210560	1.461001	0.1560

R-squared	0.357331	Meandependent var	85.03448
Adjusted R-squared	0.307895	S.D. dependent var	58.05753
S.E. of regression	48.29973	Akaike info criterion	10.69043
Sumsquaredresid	60654.47	Schwarz criterion	10.83187
Log likelihood	-152.0112	Hannan-Quinn criter.	10.73472
F-statistic	7.228132	Durbin-Watson stat	2.351290
Prob (F-statistic)	0.003190		

TABLEAU9 : TEST DE STATIONNARITE EN DIFFERENCE PREMIERE SUR LE MODEL1

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.651602	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D (PIB, 2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 09:27
 Sample (adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D (PIB (-1))	-1.272045	0.191239	-6.651602	0.0000
C	23.16236	19.63865	1.179427	0.2493
@TREND(1984)	5.409081	1.281827	4.219820	0.0003

R-squared	0.642407	Meandependent var	3.785714
Adjusted R-squared	0.613800	S.D. dependent var	74.75112
S.E. of regression	46.45409	Akaike info criterion	10.61576
Sumsquaredresid	53949.57	Schwarz criterion	10.75850
Log likelihood	-145.6207	Hannan-Quinn criter.	10.65940
F-statistic	22.45596	Durbin-Watson stat	2.012202
Prob (F-statistic)	0.000003		

ANNEXE3 : TEST DE STATIONNARITE DU PIB_2

GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DU PIB_2 DANS LE TEMPS

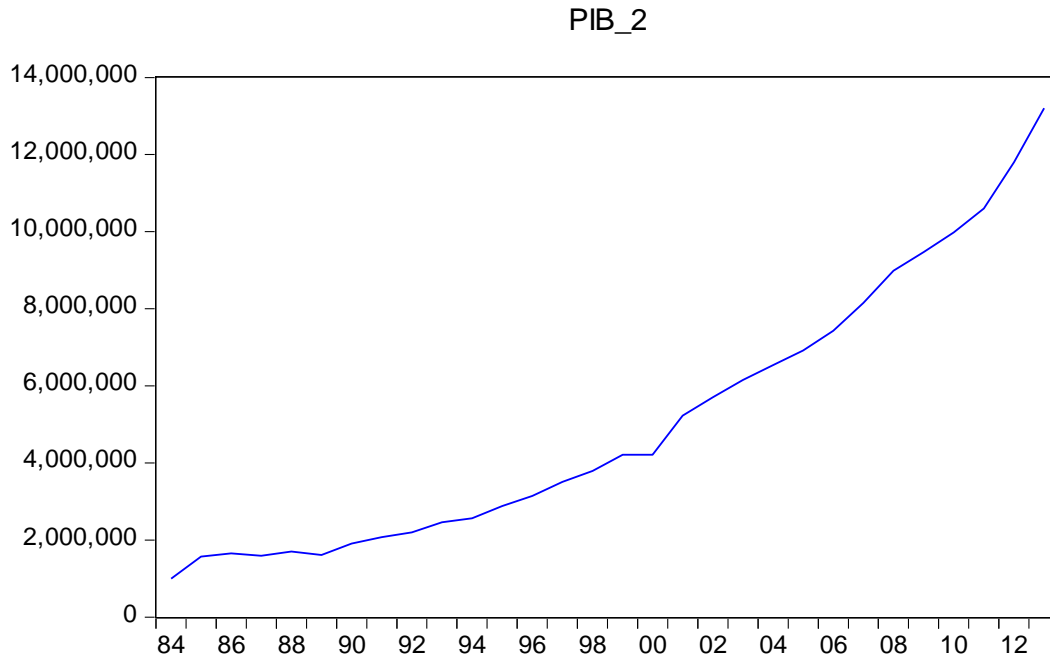


TABLEAU 10 : RECHERCHE DE RETARD OPTIMAL

Date: 04/18/15 Time: 09:26

Sample: 1984 2013

Included observations: 30

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
. *****	. *****	1	0.871	0.871	25.105	0.000
. *****	. .	2	0.763	0.020	45.073	0.000
. *****	. .	3	0.669	0.002	60.991	0.000
. ****	. .	4	0.575	-0.048	73.202	0.000
. ***	. .	5	0.480	-0.060	82.058	0.000
. ***	. .	6	0.381	-0.084	87.855	0.000
. **	. .	7	0.291	-0.035	91.384	0.000
. *	. .	8	0.208	-0.036	93.279	0.000
. *	. .	9	0.129	-0.047	94.045	0.000
. .	. .	10	0.053	-0.056	94.178	0.000
. .	. * .	11	-0.023	-0.069	94.206	0.000
. * .	. .	12	-0.096	-0.065	94.695	0.000
. * .	. .	13	-0.163	-0.059	96.193	0.000
. ** .	. .	14	-0.208	0.014	98.784	0.000
. ** .	. * .	15	-0.256	-0.068	102.97	0.000
. ** .	. .	16	-0.294	-0.030	108.89	0.000

TABLEAU 11 : TEST DE STATIONNARITE A NIVEAU SUR LE MODELE3

Null Hypothesis: PIB_2 has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.703799	1.0000
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB_2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 09:29
 Sample (adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB_2 (-1)	0.089797	0.052704	1.703799	0.1003
C	26834.84	97821.14	0.274326	0.7860
@TREND(1984)	-2440.977	19750.63	-0.123590	0.9026
R-squared	0.566325	Meandependent var		420689.7
Adjusted R-squared	0.532966	S.D. dependent var		354249.0
S.E. of regression	242093.5	Akaike info criterion		27.72973
Sumsquaredresid	1.52E+12	Schwarz criterion		27.87118
Log likelihood	-399.0811	Hannan-Quinn criter.		27.77403
F-statistic	16.97638	Durbin-Watson stat		1.907752
Prob (F-statistic)	0.000019			

TABLEAU 12 : TEST DE STATIONNARITE EN DIFFERENCE PREMIERE SUR LE MODELE1

Null Hypothesis: D(PIB_2) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.885048	0.0027
Test critical values: 1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB_2,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 09:32
 Sample (adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D (PIB_2 (-1))	-0.972663	0.199110	-4.885048	0.0001
C	-118400.3	94019.47	-1.259317	0.2195
@TREND(1984)	33755.68	7395.478	4.564368	0.0001
R-squared	0.515857	Meandependent var		29642.86
Adjusted R-squared	0.477126	S.D. dependent var		317903.8
S.E. of regression	229876.3	Akaike info criterion		27.62943
Sumsquaredresid	1.32E+12	Schwarz criterion		27.77216
Log likelihood	-383.8120	Hannan-Quinn criter.		27.67306
F-statistic	13.31884	Durbin-Watson stat		1.905119
Prob (F-statistic)	0.000115			

ANNEXE4 : TEST DE COINTEGRATION ET ESTIMATION

TABLEAU 13 : TEST DE COINTEGRATION DU VEC 1 1

Date: 04/16/15 Time: 10:03
 Sample (adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 afteradjustments
 Trend assumption: No deterministic trend
 Series: IGC PIB PIB_2
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob. **
None *	0.554939	39.77717	24.27596	0.0003
Atmost 1 *	0.408883	17.10997	12.32090	0.0073
Atmost 2	0.081791	2.389241	4.129906	0.1443

Trace test indicates 2 cointegratingeqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.554939	22.66720	17.79730	0.0085
Atmost 1 *	0.408883	14.72073	11.22480	0.0117

Atmost 2 0.081791 2.389241 4.129906 0.1443

Max-eigenvalue test indicates 2 cointegratingeqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegrating Coefficients (normalized by b*S11*b=I):

IGC	PIB	PIB_2
0.041717	0.002375	-1.24E-06
-0.025883	-0.001004	3.38E-08
-0.114753	0.001280	2.10E-07

Unrestricted Adjustment Coefficients (alpha):

D(IGC)	D(PIB)	D(PIB_2)
0.412132	4.770976	-49966.60
0.130096	-34.10128	-154964.5
0.700291	-4.220618	-20058.36

1 Cointegrating Equation(s): Log likelihood -564.6768

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

IGC	PIB	PIB_2
1.000000	0.056930	-2.96E-05
	(0.01259)	(4.8E-06)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(IGC)	0.017193
	(0.02116)
D(PIB)	0.199032
	(0.47260)
D(PIB_2)	-2084.468
	(2181.90)

2 Cointegrating Equation(s): Log likelihood -557.3164

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

IGC	PIB	PIB_2
1.000000	0.000000	5.94E-05
		(1.5E-05)
0.000000	1.000000	-0.001564
		(0.00028)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(IGC)	0.013826	0.000848
	(0.02487)	(0.00131)
D(PIB)	1.081661	0.045585
	(0.43880)	(0.02305)
D(PIB_2)	1926.415	36.99155
	(2044.89)	(107.407)

TABLEAU 14 : ESTIMATION DU MODELE A CORRECTION D'ERREUR

VectorError Correction Estimates
 Date: 04/16/15 Time: 09:56
 Sample (adjusted): 1987 2013
 Included observations: 27 afteradjustments
 Standard errors in () & t-statistics in []

CointegratingEq:	CointEq1		
IGC (-1)	1.000000		
PIB (-1)	-0.132632 (0.01469) [-9.02944]		
PIB_2 (-1)	2.72E-05 (3.5E-06) [7.79008]		
C	114.1689		
Error Correction:	D(IGC)	D(PIB)	D(PIB_2)
CointEq1	-0.476230 (0.15537) [-3.06506]	6.089852 (3.07802) [1.97849]	36020.40 (14033.0) [2.56683]
D (IGC (-1))	0.663087 (0.21692) [3.05685]	-1.570120 (4.29725) [-0.36538]	-9423.832 (19591.6) [-0.48101]
D (IGC (-2))	-0.043550 (0.23252) [-0.18730]	4.392790 (4.60623) [0.95366]	17656.73 (21000.3) [0.84079]
D (PIB (-1))	-0.079044 (0.04489) [-1.76099]	-0.069617 (0.88922) [-0.07829]	-482.8587 (4054.05) [-0.11911]
D (PIB (-2))	-0.015627 (0.03349) [-0.46660]	1.426204 (0.66348) [2.14958]	5320.132 (3024.87) [1.75880]
D (PIB_2 (-1))	2.16E-05 (1.0E-05) [2.12042]	8.35E-06 (0.00020) [0.04140]	0.224468 (0.91910) [0.24423]
D (PIB_2 (-2))	4.71E-06 (7.9E-06) [0.59922]	-0.000283 (0.00016) [-1.81607]	-1.012777 (0.70983) [-1.42679]
C	-1.718958	74.75603	315260.2

	(1.37588)	(27.2568)	(124267.)
	[-1.24935]	[2.74265]	[2.53696]
R-squared	0.605272	0.592744	0.771091
Adj. R-squared	0.459847	0.442702	0.686757
Sum sq. resids	94.68228	37158.42	7.72E+11
S.E. equation	2.232326	44.22337	201618.8
F-statistic	4.162067	3.950530	9.143221
Log likelihood	-55.24966	-135.8773	-363.3491
Akaike AIC	4.685160	10.65758	27.50734
Schwarz SC	5.069111	11.04153	27.89129
Meandependent	1.403704	86.96296	427777.8
S.D. dependent	3.037379	59.23907	360238.5
Determinant resid covariance (dof adj.)		5.12E+13	
Determinantresid covariance		1.79E+13	
Log likelihood		-526.8640	
Akaike information criterion		41.02696	
Schwarz criterion		42.32280	

ANNEXE5: TEST D'AUTOCORRELATION DES ERREURS**TABLEAU 15: TEST LM**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	2.392351	Prob. F(12,15)	0.0565
Obs*R-squared	19.70445	Prob. Chi-Square(12)	0.0729

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: Least Squares

Date: 04/17/15 Time: 05:47

Sample: 1984 2013

Included observations: 30

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	13.73535	6.749630	2.034979	0.0599
PIB	-0.014642	0.006667	-2.196154	0.0442
PIB_2	3.53E-06	1.51E-06	2.346898	0.0331
RESID (-1)	0.469867	0.218235	2.153028	0.0480
RESID (-2)	-0.321835	0.245358	-1.311699	0.2093
RESID (-3)	-0.364227	0.245081	-1.486150	0.1580
RESID (-4)	-0.271526	0.255249	-1.063769	0.3043
RESID (-5)	-0.275881	0.259198	-1.064364	0.3040
RESID (-6)	-0.050750	0.232574	-0.218209	0.8302
RESID (-7)	-0.637579	0.263049	-2.423806	0.0285

RESID (-8)	-0.203950	0.272427	-0.748639	0.4657
RESID (-9)	-0.264666	0.269546	-0.981893	0.3417
RESID (-10)	-0.363128	0.262354	-1.384114	0.1866
RESID (-11)	0.011672	0.264998	0.044045	0.9654
RESID (-12)	-0.825216	0.320330	-2.576140	0.0211
<hr/>				
R-squared	0.656815	Meandependent var	-2.19E-14	
Adjusted R-squared	0.336509	S.D. dependent var	3.350145	
S.E. of regression	2.728859	Akaike info criterion	5.152497	
Sumsquaredresid	111.7001	Schwarz criterion	5.853096	
Log likelihood	-62.28745	Hannan-Quinn criter.	5.376624	
F-statistic	2.050586	Durbin-Watson stat	2.348161	
Prob (F-statistic)	0.090001			

TABLEAU 16: TEST DE PORTMANTEAU

VEC ResidualPortmanteau Tests for Autocorrelations
 Null Hypothesis: no residual autocorrelations up to lag h
 Date: 04/16/15 Time: 08:47
 Sample: 1984 2013
 Included observations: 27

Lags	Q-Stat	Prob.	Adj Q-Stat	Prob.	Df
1	1.204620	NA*	1.250952	NA*	NA*
2	2.484885	NA*	2.633637	NA*	NA*
3	7.283523	0.2954	8.032105	0.2358	6
4	9.174846	0.5156	10.25235	0.4186	10
5	11.32094	0.6607	12.88620	0.5355	14
6	13.66047	0.7509	15.89416	0.5999	18
7	15.37190	0.8458	18.20459	0.6938	22
8	18.98333	0.8371	23.33663	0.6138	26
9	21.58206	0.8688	27.23472	0.6109	30
10	22.79626	0.9281	29.16316	0.7037	34
11	35.50849	0.5852	50.61505	0.0827	38
12	37.83857	0.6541	54.80919	0.0889	42

*The test is valid only for lags larger than the VAR lag order.

ANNEXE6: TEST DE NORMALITE DES ERREURS

TABLEAU 17 : TEST DE JACQUEBERA

	IGC	PIB	PIB_2
Mean	30.84100	2129.900	5074000.
Median	39.65000	1999.000	4000000.
Maximum	53.00000	3632.000	13200000
Minimum	5.000000	1166.000	1000000.

Std. Dev.	17.86512	755.4890	3490826.
Skewness	-0.314488	0.408127	0.751475
Kurtosis	1.391321	1.880527	2.410224
Jarquebera	3.729323	2.399365	3.258371
Probability	0.154949	0.301290	0.196089
Sum	925.2300	63897.00	1.52E+08
Sum Sq. Dev.	9255.712	16552145	3.53E+14
Observations	30	30	30

ANNEXE7 : TEST D'HETEROSKEDASTICITE DES ERREURS

TABLEAU 18 : TEST DE WHITE

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.665047	Prob. F(5,24)	0.6535
Obs*R-squared	3.650729	Prob. Chi-Square(5)	0.6007
Scaled explained SS	8.651458	Prob. Chi-Square(5)	0.1238

Test Equation:

Dependent Variable: RESID^2

Method: Least Squares

Date: 04/17/15 Time: 16:15

Sample: 1984 2013

Included observations: 30

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	58.64400	755.0141	0.077673	0.9387
PIB	-0.260411	1.415525	-0.183968	0.8556
PIB^2	0.000201	0.000668	0.300465	0.7664
PIB*PIB_2	-1.11E-07	2.74E-07	-0.407016	0.6876
PIB_2	8.76E-05	0.000301	0.290535	0.7739
PIB_2^2	1.40E-11	2.84E-11	0.493236	0.6263

R-squared	0.121691	Meandependent var	10.84935
Adjusted R-squared	-0.061290	S.D. dependent var	26.69272
S.E. of regression	27.49856	Akaike info criterion	9.643001
Sumsquaredresid	18148.10	Schwarz criterion	9.923240
Log likelihood	-138.6450	Hannan-Quinn criter.	9.732652
F-statistic	0.665047	Durbin-Watson stat	2.055482
Prob (F-statistic)	0.653499		

TABLE DES MATIERES :

AVERTISSEMENT.....	i
Dédicace	ii
Remerciement.....	iv
Résumé.....	v
Sigles et abréviations.....	vi
Listes des tableaux et graphiques.....	vii
Sommaire	viii
Introduction.....	1
Chapitre I : Cadre théorique.....	2
Section 1 : problématique, objectif et hypothèse.....	2
Paragraphe 1 : Problématique.....	2
Paragraphe 2 : intérêt de l'étude, objectifs et hypothèses.....	3
Section 2 : Revue de littérature	4
A- Revue théorique :.....	4
B- Revue empirique :.....	7
Chapitre II : Analyse et Résultats.....	10
Section 1 : Présentation de la structure d'accueil et Méthodologie de recherche.....	10
Paragraphe 1 : Présentation de la structure de stage.....	10
A- Historique de la DGAE.....	10
B-Mission et attributions de la DGAE.....	10
C-Présentation de la structure de d'accueil.....	12
D-Déroulement du stage.....	14
Paragraphe 2 : Cadre méthodologique de la recherche.....	15
Graphique.....	16
Section 2 : Analyses et résultats.....	17

Paragraphe 1 : Analyse.....	17
A- Présentation du modèle	17
B- L'approche méthodologique.....	18
Paragraphe 2 : Estimation du modèle et Résultats.....	20
A- Estimation du modèle.....	20
B- Résultats de l'Estimation et leurs interprétations.....	21
C- Test sur les hypothèses.....	23
Conclusion et recommandations.....	25
Bibliographie.....	27
Annexe.....	29
Table des matières	43